

N'accablons pas les Grecs !

Écrit par Jean-Philippe

Mercredi, 14 Septembre 2011 13:20

Une impression de dégoût... C'est le sentiment qui domine lorsque l'on entend tous ces experts et autres économistes qui assassinent un peu plus les Grecs par des formules définitives sur leur incapacité à être raisonnables et à accepter les nouveaux efforts qu'on leur demande pour sauver cette monnaie unique, celle-là même dont on nous avait tant vanté les qualités pour fonder la prospérité éternelle de l'Union européenne ! Ainsi, cet économiste allemand, M. Hans-Werner Sinn, qui explique doctement dans les colonnes du quotidien « **La Tribune**

» (édition du 12 septembre) que les Grecs et au-delà les « pays périphériques » de la zone euro doivent accepter des baisses de salaires (ainsi que les Français, d'ailleurs !) et de prix « **pour améliorer leur compétitivité** », cet argument constamment utilisé pour dégrader la condition sociale des salariés et mieux profiter aux actionnaires !



Une Europe de plus en plus rude pour ceux qui ne suivent pas "la ligne" allemande ?

Ces mêmes experts nous enjoignent aussi d'accepter cette « **gouvernance européenne** », nouvelle tarte à la crème des éditorialistes et des européistes, qui est censée permettre ce que la monnaie unique devait déjà réaliser par elle-même selon les promoteurs du Traité de Maëstricht...

N'accablons pas les Grecs !

Écrit par Jean-Philippe

Mercredi, 14 Septembre 2011 13:20

Quelques remarques : je suis bien conscient que la Grèce n'a pas rempli ses obligations d'Etat et qu'elle a menti pour entrer dans le club de la zone euro dès 2002, mais la responsabilité des experts européens et des membres de la Banque Centrale européenne est encore plus grande qui n'ont pas empêché cette entrée lorsqu'ils en avaient encore la possibilité et le devoir.

Cette triste faillite de la Grèce que l'on nous annonce est aussi la preuve que **sans Etat solide et capable de se faire respecter**

, et d'abord par ses propres citoyens,

il n'est pas de politique économique viable

qui vaille. La République grecque a failli, préférant se complaire dans un clientélisme dangereux pour l'économie et dans une forme d'oligarchie de quelques grandes dynasties politiciennes qui ne valaient même pas l'ancienne dynastie royale !

Le peuple n'a-t-il pas, lui aussi, une responsabilité dans la situation de ce pays ? Certes, mais il est difficile de reprocher à un peuple de ne pas être « moral » lorsque ses dirigeants et ses élites ne montrent guère l'exemple... De plus, la Grèce n'est-elle pas aussi la victime, plus ou moins consentante car « séduite », de ce système (car c'en est bien un !) que l'on nomme « **so**
ciété de consommation

» ? En rejoignant la Communauté européenne en 1981, la Grèce espérait une petite part du gâteau que les Européens de l'Ouest dévoraient déjà à grandes bouchées, et, invités à la table de l'Europe, ils en ont profité, tout émerveillés de la richesse des hôtes... L'addition est salée !

N'accablons pas les Grecs !

Écrit par Jean-Philippe

Mercredi, 14 Septembre 2011 13:20

Les Grecs sont victimes d'avoir cru (mais qui le leur a laissé ou fait croire ?) que l'Europe était « gratuite » et qu'elle leur assurerait, par la solidarité communautaire européenne, une prospérité éternelle... Cruelle désillusion !

L'Union européenne est coupable de négligence en n'ayant pas, dès l'origine, rappelé qu'y entrer impliquait des devoirs et que la solidarité ne pouvait être que partagée, qu'elle devait se faire dans les deux sens pour être véritablement efficace et légitime : mais l'UE serait coupable de forfaiture si, dans les épreuves et malgré les errements des gouvernements grecs, elle oubliait cette même solidarité qu'elle vantait hier et abandonnait l'une de ses parties parce que celle-ci n'a pas joué le jeu, faute de posséder un Etat capable de tenir son rang face aux féodalités économiques et de faire rentrer les impôts (en particulier sur les compagnies maritimes) dans ses caisses !

Puisque la Grèce est dans la zone euro, ceux qui l'ont acceptée doivent en supporter les conséquences : au risque de choquer, il me semble que la solidarité doit parfois (mais cela ne doit pas devenir, bien sûr, une habitude ou une règle, ce qui serait suicidaire) dépasser les simples règles de comptabilité.

Mais le principal problème, c'est la viabilité d'une monnaie unique qui ne permet pas de souplesse comme une monnaie simplement commune aurait pu le permettre. Un autre problème, c'est aussi le refus de dévaluer l'euro lorsque cela aurait pu redonner de l'oxygène aux exportations européennes en dehors de la zone euro.

N'accablons pas les Grecs !

Écrit par Jean-Philippe

Mercredi, 14 Septembre 2011 13:20



L'euro doit-il vampiriser les peuples ?

Tout comme il faudrait évoquer le danger, pour l'union européenne, d'avoir favorisé, au nom d'un certain libéralisme de spéculation, la délocalisation de nos principales productions manufacturières et, en conséquence logique et perverse, la désindustrialisation qui est aussi l'une des causes de la crise en zone euro, désindustrialisation qui prive d'emplois de nombreux ouvriers, transforme de nombreux territoires en « friches industrielles » et rend les populations d'Europe de plus en plus dépendantes des puissances productrices d'Asie ou d'Amérique du Sud...

Alors, au lieu de s'en prendre aux seuls Grecs insouciants et imprudents, mieux vaudrait repenser toute l'architecture productive, industrielle comme agricole, de l'Union européenne, chaque pays ayant ses propres potentialités et se devant de les exploiter au mieux, plutôt que de vouloir, au nom d'une « gouvernance » répressive et si peu légitime, s'en prendre uniquement aux salaires des plus faibles ou des plus dépendants.

N'accablons pas les Grecs !

Écrit par Jean-Philippe

Mercredi, 14 Septembre 2011 13:20
